

CIRCULAIRE FEDERALE

Mes cher(e)s camarades,

Nous traversons actuellement des moments très compliqués, et inédits pour nombre de militants syndicaux. Les services de santé et le secteur médico-social (publics et privées) ont été durement éprouvés, et sont encore rudement mis à l'épreuve, mais ils ont assuré et poursuivent actuellement leur mission de service public qui est la leur, dans des conditions extrêmement difficiles. Les insuffisances, les carences et mensonges du gouvernement auront eu pour effet une gestion anxio-gène et chaotique de la crise, mettant, par manque de matériel de protection, les agents du service public et du privé en situation de danger permanent.

Nous sommes à présent dans une situation de transition, le dé-confinement programmé a débuté, et laisse à beaucoup de français perplexes l'illusion de la fin de la pandémie. Dans le même temps, le gouvernement orchestre dans une incroyable cacophonie ministérielle, la discordance entre les fonctionnaires et les agents publics par l'attribution d'une prime soumise à condition, disparate et de ce fait, inéquitable alors que le Président de la République, à Mulhouse, l'avait annoncé pour tous les agents.

Le gouvernement déclare maintenant vouloir accrocher une médaille à la poitrine des hospitaliers et souhaite par ailleurs profiter d'une proposition, sortie du chapeau par un député bien inspiré, de « lege » de congés et de RTT. Par ce fait, il veut institutionnaliser la charité, mais surtout profiter de l'occasion d'augmenter le temps de travail du secteur privé au bénéfice de fonctionnaires hospitaliers dont les comptes épargne temps sont bondés (équivalent à plus de 30 000 postes), par l'impossibilité de prendre leurs jours de congés et de RTT !!

Par ce choix, le gouvernement tente ici, comme dans le secteur privé de jouer la division, il cherche une fois de plus à contourner les véritables problématiques avec la volonté d'affaiblir les organisations syndicales sans écouter leurs revendications.

Faisant ce constat, la branche Santé de la Fédération des personnels des Services Publics et des Services de Santé FO vient de déposer un préavis de grève, comme vous avez pu le lire dans le communiqué de presse que nous avons diffusé le 13 mai 2020. Si notre Fédération a su faire preuve de responsabilité en suspendant, au début de la pandémie, la grève qu'elle avait initié depuis des mois, elle assume aujourd'hui le fait de la relancer.

Dans la droite ligne des positions arrêtées à l'unanimité lors de la dernière CE confédérale, nous ne pouvons accepter, même si la situation est inédite et très grave, que le gouvernement

cherche à en tirer profit pour continuer de détricoter le statut, détruire la fonction publique, réduire les droits des travailleurs du secteur privé comme du public, et leurs acquis sociaux.

Nous devons plus que jamais être soudés et unis afin d'établir le rapport de force. Le Président de la République ainsi que son Ministre de la Santé ont annoncé vouloir repenser la Fonction Publique après ce passage terrible de notre histoire. La Fédération FO-SPS ne manquera pas ce rendez-vous ! Nous devons même l'imposer ! Avec notre Confédération, en concordance avec des débats et des orientations qui devront être votées dans nos instances Confédérales et Fédérales, et que dans nos instances afin de garantir notre Indépendance, nous devons être le fer de lance de la contestation sociale.

Dans ce cadre, la Fédération des personnels des Services Publics et des Services de Santé FO, libre et indépendante, se prépare à présenter et défendre son cahier revendicatif sur la fonction publique. Des travaux sont dès à présent programmés dans ce sens avec la Fédération Générale des Fonctionnaires. Au-delà des enjeux portant sur notre système de santé, c'est pour l'ensemble des Services Publics qu'il nous faut réfléchir, préparer les futures discussions et arrêter notre cahier de revendications. L'heure est donc à l'unité au sein de notre organisation et non pas à la division, sur ces thèmes au combien structurants pour l'avenir des travailleurs !

L'organisation Force Ouvrière doit maintenir sa place, respectable et incontournable dans le dialogue social, ferme sur ses revendications, et capable de prendre ses responsabilités. Si le gouvernement continue d'appeler à l'union sacrée pour ne pas porter l'entière responsabilité de sa gestion calamiteuse de la crise, nous devons rester unis, continuer le débat en interne et faire bloc derrière notre Secrétaire Général et le Bureau Confédéral, qui devront eux-mêmes porter le mandat qui leur aura été confié.

Résister, Revendiquer, Reconquérir, ça commence aujourd'hui pour préparer demain !

Paris, le 14 Mai 2020

Le Secrétariat Fédéral.